

Canada – United Kingdom
Inter-Parliamentary Association



Association interparlementaire
Canada – Royaume-Uni

Rapport de visite bilatérale de la délégation parlementaire canadienne au Royaume-Uni

Association interparlementaire Canada–Royaume-Uni

**Londres, Royaume-Uni
Du 14 au 20 janvier 2007**

Rapport

La délégation était dirigée par l'hon. Bill Blaikie, C.P., député, Président suppléant de la Chambre des communes et membre du comité exécutif de l'Association, et était composée des membres suivants : l'hon. Charles Hubard, C.P., député; James Rajotte, député; Alan Tonks, député, Raynald Blais, député et Carole Chafe, secrétaire administrative de l'Association.

La visite visait à fournir aux parlementaires canadiens l'occasion de discuter de diverses questions intéressant tant le Parlement canadien que Westminster. Les discussions ont porté sur les questions commerciale bilatérales, notamment le Cycle de négociations de Doha et les subventions à l'agriculture; la coopération anglo-canadienne en Afghanistan; l'état actuel du processus de paix de l'Irlande du Nord; les questions de procédure parlementaire au Royaume-Uni (plus particulièrement sur le décorum et le nouveau système d'ajournement des débats à Westminster Hall); les réformes de la Chambre des lords; les changements climatiques et les efforts visant à intégrer la communauté musulmane depuis les attentats à la bombe de juillet 2005 dans le système de transport en commun de Londres.

La délégation est arrivée du Canada tôt le dimanche 14 janvier et a commencé son programme le lundi matin par une séance d'information au cours d'un petit déjeuner avec le Haut-commissaire du Canada, M. James Wright, à la Résidence. La rencontre a donné au Haut-commissaire et aux hauts fonctionnaires du haut-commissariat l'occasion de présenter le programme détaillé et les participants du Royaume-Uni qui prêteraient leur assistance pendant la visite.

Après la séance d'information, la délégation s'est rendue à Westminster Hall pour commencer son programme. Il faut remarquer que comme le Royaume-Uni n'a pas encore organisé sa section de l'association bilatérale, le programme de Westminster a été planifié et géré par le personnel de la division du R.-U. de l'Association parlementaire du Commonwealth (APC). Des efforts ont été accomplis pour que les participants du R.-U. soient des parlementaires s'intéressant vivement aux affaires canadiennes.

En plus d'un programme couvrant tous les éléments demandés par les délégués, une rencontre additionnelle a eu lieu à la demande des participants du R.-U. Cette rencontre a porté sur les retombées économiques éventuelles du maintien de la chasse au phoque dans le Canada atlantique. James Wright a informé les délégués qu'il avait déjà rencontré ce groupe de parlementaires à propos de ce sujet et qu'il croyait que ces personnes se préoccupaient beaucoup des répercussions négatives éventuelles sur les exportations de produits de pêche canadiens au Royaume-Uni et en Europe. MM. Eric Martlew, le très hon. Alun Michael et Elliot Morley ont prévenu leurs collègues canadiens que les consommateurs ordinaires du R.-U. se ralliaient de plus en plus pour éviter d'acheter des produits de la pêche canadiens jusqu'à ce qu'on mette fin à la chasse au phoque. Ils ont fait remarquer que Westminster ne songeait pas à adopter une loi visant une limite à l'importation de ces produits, mais que le secteur du commerce au détail prendrait toutefois des mesures pour éviter des pertes d'inventaire en mettant fin à ses achats. Il y a eu de nombreux échanges entre les participants du R.-U. et les délégués canadiens, lesquels ont fait front commun à l'égard de la valeur

économique et culturelle que représentait cette chasse pour le Canada. La séance s'est terminée à l'amiable et les deux côtés ont accepté de continuer à ne pas être d'accord sur l'avenir de la chasse.

Le mardi, les délégués ont rencontré le très hon. Michael Martin, Président de la Chambre des communes. M. Martin leur a fait visiter ses locaux de Westminster et a raconté brièvement des anecdotes amusantes sur les anciens occupants du bureau. Pendant la visite, la question du maintien du décorum à la Chambre a été soulevée et M. Martin a raconté certaines de ses expériences et de ses techniques. Le pouvoir de maintenir le décorum est déjà prévu dans les ordres permanents et il a admis que son contrôle sur le décorum de la Chambre avait été mis à l'épreuve de temps à autre. Toutefois, la petite taille de la Chambre et le nombre limité de sièges, ainsi que les diverses règles qui régissent les périodes de questions à Westminster, permettent au président de conserver un meilleur contrôle sur les délibérations que les pratiques actuelles de la Chambre des communes du Canada ne le permettent.

La visite au Président a été suivie d'une rencontre avec le haut responsable du Secrétariat de l'Association parlementaire du Commonwealth (APC). MM. Andrew Imlach; Niall Johnston et Joe Omorodion ont traité en détail du travail de l'APC et complimenté les délégués sur les contributions de la section canadienne aux programmes mis en place pour élaborer des pratiques et des principes démocratiques solides dans les parlements naissants du Commonwealth. Les discussions sur l'avenir de l'APC et sur les contributions du Canada au travail de l'APC ont continué pendant un déjeuner organisé par les fonctionnaires à l'un des nombreux restaurants de la Cité parlementaire de Westminster.

La délégation a rencontré les membres du Comité particulier sur l'environnement tôt en après-midi pour discuter des changements climatiques. Au cours de la réunion, les parlementaires du R.-U. ont parlé en détail des lois actuelles et proposées traitant des problèmes de changement climatique. Ils ont fait ressortir que la question n'est plus de savoir « quand » les grandes réductions des émanations de gaz seront nécessaires, mais plutôt « comment » elles seront réalisées. On a fait remarquer que même si on sait que des réductions sont nécessaires, il reste encore des questions et des désaccords sur la façon dont ces réductions peuvent être réalisées sans nuire à l'économie. Les représentants du R.-U. ont remarqué que l'Union européenne s'activait à réduire considérablement les gaz à effet de serre et que le Royaume-Uni devait se conformer aux lois adoptées par le Parlement européen.

Pendant les discussions, ils ont exprimé leurs préoccupations face au manque de leadership montré par le Canada dans la mise en œuvre de l'Accord de Kyoto. Un des délégués canadiens a fait remarquer que bien que de nombreux programmes du gouvernement antérieur aient été annulés, certains d'entre eux étaient d'un niveau d'efficacité tel que le nouveau gouvernement pourrait les rétablir. Il a cité les modifications aux maisons comme un bon exemple d'un programme qui pourrait être rétabli au cours des prochains mois. Il a également souligné le travail effectué en Alberta sur les mécanismes de capture des émissions de CO₂ produites par l'extraction du pétrole et du gaz des sables bitumineux.

Les délégués ont exprimé leurs préoccupations sur la réduction des gaz à effet de serre sans produire des retombées négatives sur l'industrie canadienne. Certains d'entre eux ont également affirmé que le Canada se devait de devenir un chef de file mondial du développement de technologies écologiques. La création de parcs éoliens efficaces et une meilleure production d'énergie nucléaire de même que d'énergie solaire et de biomasse ont été mentionnées.

Cette rencontre a été suivie d'une réunion avec les membres du Comité particulier des affaires étrangères pour discuter des aspects parlementaires de la coopération anglo-canadienne en Afghanistan. La majorité des discussions ont porté sur des opinions personnelles à propos de la situation actuelle en Afghanistan et des répercussions des diverses politiques concernant le rôle joué par les militaires canadiens et britanniques pour établir et maintenir la sécurité à l'extérieur de Kaboul et de Kandahar.

Tous se sont entendus pour dire qu'il fallait resserrer les frontières entre le Pakistan et l'Afghanistan pour empêcher les mouvements transfrontaliers des membres des talibans et de ce qui reste de l'Al-Qaïda.

Richard Younger-Ross, député, président du Comité spécial des affaires étrangères, a remarqué qu'il étudiait en ce moment le succès de la guerre au terrorisme et qu'il avait récemment visité l'Inde, le Pakistan et l'Afghanistan. Il n'avait que de bonnes paroles pour le travail des militaires et des ONG canadiens, mais tous s'entendaient pour dire que toutes les parties devaient concentrer leurs efforts sur la construction et la reconstruction pour gagner le cœur et l'esprit des populations locales. Il a également mentionné que la population avait maintenant un plus grand nombre d'écoles tant pour les garçons que pour les filles et un meilleur système de transport autour de Kaboul, ainsi que d'autres succès. Il faut espérer que ces réalisations commenceront à être perçues comme des actions rayonnant du centre vers les régions périphériques et fourniront une preuve concrète de la valeur des opérations de sécurité et militaires et actuelles, ainsi que des projets de reconstruction dans le pays.

Le gros de la discussion a également porté sur l'impact des programmes d'éradication du pavot asiatique et des différences entre les approches des États-Unis et des pays européens en ce qui concerne la question de l'éradication, et des problèmes qui se produisent dans certaines régions du pays quand de telles politiques sont mises en place sans prévoir d'autres sources de revenus pour les cultivateurs.

Malgré certains reculs militaires l'automne dernier, M. Younger-Ross a réitéré sa certitude que la situation en Afghanistan pouvait être maîtrisée, mais seulement grâce à la présence continue des alliances militaires de l'OTAN et d'un plan à long terme plausible pour la reconstruction du pays entier. Il a remarqué que la population britannique accepte mieux la présence de ses soldats en Afghanistan que leur présence continue en Iraq. Ses commentaires ont mené à une discussion de l'opinion publique canadienne, laquelle est partagée sur la présence des soldats canadiens en Afghanistan et sur la durée de leur engagement. Certaines préoccupations ont été exprimées sur le conflit continu en Iraq et ses effets sur la région, en particulier, en Afghanistan.

Le mercredi, la délégation a eu l'occasion de rencontrer le Secrétaire général pour les pays du Commonwealth, l'hon. Don. MacKinnon, auquel se sont joints quelques-uns

des hauts responsables du Secrétariat pour les pays du Commonwealth. M. MacKinnon a saisi l'occasion de louer les contributions du Canada dans tous les pays du Commonwealth. Il a fait remarquer que les petits pays membres du Commonwealth considéraient le Canada comme un ami et un guide dans leurs relations avec les pays plus grands qui sont membres de l'organisme. Il a fait des observations sur l'état actuel de l'organisme et ses accomplissements dans de nombreux domaines.

Au cours de la réunion, la participation des pays du Commonwealth en Afghanistan a été soulevée. M. MacKinnon a remarqué que l'organisme ne participe pas directement en Afghanistan. Le Secrétariat joue toutefois un rôle très actif au Pakistan auprès du président Musharif, qu'il appuie dans ses tentatives de maintenir et renforcer le rôle du Parlement dans le pays. Cela l'encourage également à prendre des mesures concrètes pour séparer les fonctions de président et de commandant en chef du président dans l'espoir de renforcer le pouvoir du Parlement de surveiller les organismes de sécurité au Pakistan.

La question du terrorisme au sein de la famille des pays du Commonwealth a également été soulevée. Il a été remarqué que le terrorisme n'est pas un grave problème dans les pays du Commonwealth, sauf au Royaume-Uni. C'est une situation attribuable à une série de circonstances particulières du R.-U. et à sa participation au conflit en Iraq. Le R.-U. doit travailler davantage pour atténuer la menace du terrorisme intérieur.

La rencontre de la matinée s'est terminée par la présence de la délégation à la période de questions du Premier ministre. La discussion a été animée et les délégués ont pu observer la façon dont le président Martin maintenait le décorum sur le plancher de la Chambre. Il était intéressant pour les parlementaires canadiens d'observer qu'au R.-U., les questions du Premier ministre peuvent aller des enjeux internationaux aux problèmes de transport local. La période de questions du Premier ministre se déroule le mercredi de chaque semaine. À l'opposé de la situation ayant cours à la Chambre des communes du Canada, le Président a lui aussi la chance de déterminer non seulement l'ordre, mais aussi la nature des questions présentées à la période de questions.

Le Haut-commissariat avait organisé un déjeuner pour donner aux délégués la chance de rencontrer des membres de la communauté musulmane du Royaume-Uni. Cinq représentants ont participé à une discussion animée sur la situation actuelle concernant l'intégration de la communauté musulmane à la société britannique, sur toute la question de « l'identité » britannique, et sur le fait que le Canada accomplit peut-être un meilleur travail que le R.-U. pour établir une identité universellement reconnue. Les délégués ont apprécié les efforts du Haut-commissaire Jim Wright et de son personnel qui ont permis un échange d'opinions franc et ouvert sur cette question. Le déjeuner a eu lieu à la Résidence pour assurer qu'aucun des participants ne se sentirait limité de quelque manière par la présence de parlementaires ou de représentants britanniques.

La délégation est ensuite retournée à Westminster pour participer à des rencontres portant sur le commerce bilatéral et le contre-terrorisme avec les membres du Comité particulier de l'industrie et du commerce et du Comité particulier des affaires intérieures respectivement.

Peu de problèmes, s'il en est, affectent le commerce bilatéral. Des préoccupations ont toutefois été exprimées par les parlementaires des deux côtés de la table concernant les retombées du commerce bilatéral des deux pays sur l'Accord de libre échange nord-américain et sur le marché commun européen. La préférence de l'Union européenne (UE) de protéger l'économie de ses membres par des mécanismes prévoyant des niveaux tarifaires élevés et par une série de programmes de subventions importantes a un impact direct sur la capacité des producteurs agricoles canadiens de vendre leurs produits dans le Marché commun. L'argument contradictoire est que dans certains pays de l'UE, la protection de la communauté agricole n'est pas une politique économique, mais plutôt une politique sociale qui ne risque pas d'être changée à court terme.

Les délégués des deux parties se sont entendus sur le manque constant de main-d'œuvre spécialisée et sur ses répercussions sur l'économie des deux pays. Une autre discussion détaillée a porté sur la perte d'emplois du secteur manufacturier au profit de l'économie croissante de l'Inde et de la Chine. On a fait remarquer que les activités déménagent à l'étranger alors que les sièges sociaux restent au R.-U. Cet état de choses a de graves conséquences sur la jeunesse des deux pays, qui éprouve des difficultés à décrocher des emplois bien rémunérés dans une économie stable.

Les membres ont ensuite rencontré la présidente et les membres du Comité spécial des affaires intérieures pour discuter de leurs études sur le contre-terrorisme. La présidente, la députée Janet Dean, a fait valoir le nombre de rapports sur le contre-terrorisme déposés par son Comité au cours des dernières années. Au Royaume-Uni, bien sûr, cette question fait l'objet d'études depuis les années 1970 à la suite des attentats à la bombe commis par l'ARI à Londres et dans d'autres régions du pays. Par contre, la question a changé à la suite du 11 septembre 2001 et du 7 juillet 2005, avec l'apparition du terroriste « maison » et en particulier du nombre croissant de non-musulmans dissidents convertis à des versions de l'Islam plus enclines au terrorisme.

Les discussions ont été concentrées sur la législation britannique et sur le système canadien de certificats de sécurité. Ce sujet a été suivi de commentaires sur la nécessité de travailler avec la deuxième génération de jeunes musulmans et de les intégrer à la société britannique et canadienne, au cours d'une discussion qui faisait écho à la rencontre antérieure de la délégation à la Résidence du Haut-commissaire. Nombre de problèmes sont liés au manque de travail et au besoin de créer des économies qui permettront aux jeunes musulmans de s'intégrer pleinement à la société.

Le lendemain matin, la délégation a eu l'occasion de rencontrer les membres du Comité spécial de la Défense pour discuter plus amplement de la situation en Afghanistan et de la question de la coopération militaire anglo-canadienne. Les discussions ont porté sur la possibilité de limiter le temps que les troupes passeraient en Afghanistan et sur le besoin de convaincre les autres partenaires de l'OTAN de jouer un rôle plus actif dans la lutte contre les talibans. Le Canada et le Royaume-Uni ont tous deux travaillé avec leurs homologues de l'OTAN pour les faire participer davantage au déploiement des forces. Le sentiment général est que les troupes britanniques sont débordées par leurs responsabilités en Afghanistan et en Iraq. Il a été remarqué qu'en plus du besoin de faire jouer un rôle plus actif dans le pays aux autres membres de l'OTAN, le besoin est

encore plus grand d'assurer entre les partenaires une meilleure coordination de la question du matériel compatible.

Les délégués ont également pu suivre la situation en Irlande du Nord, car ce sujet a été le centre d'intérêt de la dernière visite bilatérale de l'Association en 2005. Au cours de cette visite, ils ont eu l'occasion de rencontrer le président, Sir Patrick Cormack, FSA, député, et les membres du Comité spécial des affaires de l'Irlande du Nord.

Sir Patrick et les autres membres du Comité spécial ont fait des commentaires sur le progrès réalisé dans la réduction du nombre d'obstacles à un accord final sur le partage du pouvoir en Irlande du Nord. Il a été souligné que l'échéance de l'accord était fixée au 30 janvier. Une fois l'accord en vigueur, une élection générale sera tenue et tous les pouvoirs à l'exception des services de police seront transférés de Westminster à l'Assemblée législative de l'Irlande du Nord. Sir Patrick a également prédit qu'on s'attendait à ce que Sein Fein gagne un nombre important de sièges à l'Assemblée. On a fait remarquer que la question de la force policière reste encore controversée malgré la mise en œuvre des recommandations de la Commission Patten sur les services policiers de l'Irlande du Nord.

Au cours de la réunion, Sir Patrick a exprimé à toutes les parties aux négociations sa reconnaissance envers les nombreux Canadiens qui ont joué un grand rôle dans l'élaboration d'une solution durable aux problèmes. Il a remercié plus particulièrement le Général Jean de Chastelain, qui a supervisé le programme de désarmement des militants.

Depuis la dernière visite d'une délégation parlementaire canadienne à Westminster, la Chambre des lords a fait l'objet de plusieurs réformes importantes. La plus remarquable de ces réformes fait en sorte que le président de la Chambre haute, autrefois le lord chancelier, soit désormais un membre des lords élu président. Les délégués ont eu l'occasion de rencontrer la première présidente de la Chambre des lords, la très hon. baronne Hayman. Éluë à ce poste en juillet 2006, la baronne Hayman a été très occupée à mettre en place de nombreux autres changements et à établir un programme d'approche visant à informer le public sur le rôle, les fonctions et l'importance des lords dans le système parlementaire britannique. Ce programme résulte directement du Rapport Putnam au Parlement, qui recommandait de rendre le Parlement plus accessible au grand public. Les gouvernements travaillistes des dix dernières années se sont efforcés de supprimer les aspects héréditaires des Lords et passeront au cours des prochaines années à un système selon lequel les lords n'auront plus de membres qui sont des pairs héréditaires. Malgré les progrès réalisés dans la réforme de la Chambre, la majorité des lords sont encore nommés, bien qu'il y ait des propositions de réformes supplémentaires visant l'élection d'une partie d'entre eux. Le pourcentage des membres élus par rapport aux membres nommés reste encore à fixer, mais varie de 20 à 80 p. cent du total.

Les similarités des perceptions des lords et du Sénat et la future composition des chambres hautes de chacun des systèmes politiques ont été soulignées au cours de la rencontre. Les lords permettent les membres indépendants et, comme un reflet du nouveau processus de nomination et d'élection, l'affiliation à un parti et la discipline ont moins d'impact sur le vote et sur l'adoption des lois dans cette Chambre que dans la

Chambre des communes. Ceci a permis d'adopter plus d'amendements aux lois qu'il n'aurait été possible de le faire par le passé.

Le thème de la réforme des lords a continué pendant la rencontre des délégués avec Lord Howe of Aberavon. À titre de lord nommé à vie et d'ancien chancelier de l'échiquier, Lord Howe a exprimé son point de vue personnel sur les réformes de la Chambre des lords. Au cours de la rencontre, il a parlé des pouvoirs et du manque de pouvoirs des membres de cette chambre. Il a remarqué que la création des membres nommés à vie représentait un changement important dans la composition de la Chambre des lords et que, combinée aux « pairs du peuple », elle avait produit une situation qui ne permettrait à aucun gouvernement d'être majoritaire à la chambre des lords. Ceci a des conséquences importantes sur la manière dont cette Chambre traite des lois. L'ajout d'experts provenant de divers milieux allant du droit et de l'économie aux services de santé et à l'éducation signifie que les mesures législatives sont soumises à un examen minutieux dans la Chambre haute. Traitant de la proposition que toute la Chambre des lords soit composée de membres élus, il a souligné que les partis politiques ont déjà des difficultés à financer la course à la Chambre des communes et ne s'attendaient pas à ce que des fonds additionnels soient disponibles pour financer l'élection des lords. Il y a également la question de savoir laquelle des Chambres aura préséance une fois que les membres des deux Chambres seront élus. Les délégués ont été d'accord pour dire que de grandes réflexions seront nécessaires au fur et à mesure que les changements se concrétiseront.

La délégation a également pu profiter de rencontres à l'extérieur de la Cité parlementaire avec de hauts fonctionnaires du Foreign and Commonwealth Office. Ces rencontres ont porté sur les changements climatiques et sur la coopération anglo-canadienne en Afghanistan.

Une rencontre avec John Ashton, représentant spécial du Royaume-Uni relativement aux changements climatiques, et avec d'autres fonctionnaires, a fourni aux délégués plus de détails sur les lois de l'Union européenne et de Westminster qui traitent des mécanismes pour mettre en œuvre des réductions draconiennes des gaz à effets de serre. La délégation était particulièrement intéressée par le livre blanc de l'UE sur les changements climatiques, qui recommande des niveaux de production de CO₂ de zéro au sein de l'UE. Le plan prévoit que les entreprises européennes doivent être à l'avant-garde pour établir des industries à faible teneur en carbone avec l'aide financière des gouvernements et de puissants incitatifs fiscaux. M. Ashton a exprimé son inquiétude à propos de la récente décision du Canada de se retirer de l'Accord de Kyoto. Il a remarqué qu'il se rendrait au Canada dans les prochaines semaines et rencontrerait des hauts fonctionnaires canadiens pour les encourager à revenir à la table et à mettre en place des programmes visant le respect des objectifs de Kyoto.

Pendant la discussion, le membre du gouvernement de la délégation a souligné le travail accompli par l'Alberta pour mettre au point des technologies écologiques d'extraction du pétrole des sables bitumineux sans nuire au secteur de l'énergie et à l'économie locale et nationale. Il faut espérer que ces technologies permettront des réductions importantes des émissions de CO₂ au cours des années à venir.

Le sujet des crédits de carbone a également fait l'objet d'une discussion. Les délégués ont été informés que d'ici l'an 2020, toutes les usines alimentées au charbon devront être neutres en carbone et appliquer des technologies de capture totale et d'entreposage du carbone. Les gouvernements européens se penchent de plus en plus sur l'étude des nouvelles technologies de centrale nucléaire qui ont été mises au point et utilisées tant en Europe que dans les pays en voie de développement pour diminuer la quantité de gaz à effet de serre produits dans ces régions. Le gouvernement européen a également entrepris des travaux pour élaborer des programmes d'incitatifs fiscaux visant la création de technologies plus efficaces de capture et d'entreposage de carbone. On croit que de tels programmes mettront les industries européennes à l'avant-plan et fourniront à leurs entreprises un avantage concurrentiel sur le marché mondial.

Cette rencontre a été suivie d'une réunion avec le chef du groupe de l'Afghanistan au Foreign et Commonwealth Office (FCO), Richard Codrington. Il était accompagné de Peter Holland, un autre haut fonctionnaire du FCO qui travaille en Afghanistan. L'accent de la rencontre a été mis sur les conséquences du programme d'éradication du pavot dans le sud du pays. On a souligné l'existence d'un lien direct entre le degré de sécurité dans une province et le niveau de production de pavot. Les efforts déployés par les États-Unis et le Royaume-Uni pour éradiquer la production de pavot ont un effet direct sur la sécurité dans le sud du pays. On a souligné à nouveau que pour réussir sur tous les plans, ce programme doit être mis en place parallèlement à d'autres programmes fournissant d'autres cultures et d'autres sources de revenus aux cultivateurs de pavot.

Les deux fonctionnaires ont souligné l'étroite collaboration entre les troupes canadiennes et britanniques, appuyées par les forces militaires hollandaises, pour tenter de rétablir un niveau de sécurité stable dans tout le pays. Il a été remarqué que les troupes britanniques devront rester en Afghanistan plusieurs années à la suite de l'engagement actuel de se retirer dans trois ans.

En conclusion, les membres de la délégation désirent remercier les représentants du Canada au Haut commissariat canadien au Royaume-Uni, plus particulièrement le Haut-commissaire Jim Wright, qui a généreusement organisé avec les membres de la communauté canadienne de Londres une réception pour la délégation, et M. Ron Hoffman, M. Gordon Morrison et M^{me} Gillian Licari, qui ont toujours accepté d'accompagner la délégation pendant son séjour et qui ont fourni un bon accueil et de sages conseils.

Le tout respectueusement soumis,

Hon. William Blaikie, C.P., député
Chef de la délégation.

Association interparlementaire
Canada–Royaume-Uni

Dépenses de voyage

ASSOCIATION	Association interparlementaire Canada– Royaume-Uni
ACTIVITÉ	Visite bilatérale au Royaume-Uni
DESTINATION	Londres, Royaume-Uni
DATES	Du 14 au 20 janvier 2007
DÉLÉGATION	
SÉNAT	
CHAMBRE DES COMMUNES	Hon. Bill Blaikie, C.P., député Hon. Charles Hubbard, C.P., député James Rajotte, député Alan Tonks, député Raynald Blais, député
PERSONNEL	Carol Chafe, secrétaire administrative
TRANSPORT	14 511,34 \$
HÉBERGEMENT	12 856,54 \$
HOSPITALITÉ	\$
INDEMNITÉS JOURNALIÈRES	4 516,67 \$
CADEAUX OFFICIELS	467,45 \$
DIVERS	191,88 \$
TOTAL	32 543,88 \$